

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/M/13

24 novembre 1998

(98-4697)

Sous-Comité des pays les moins avancés

NOTE SUR LA RÉUNION DU 29 OCTOBRE 1998

Président: M. l'Ambassadeur H.H. Bruun (Danemark)

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/939, avec l'adjonction, sous le titre "Autres questions", de la date de la prochaine réunion du Sous-Comité.

B. SUITE DONNÉE À LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

i) Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre intégré. Exposés du Secrétariat

2. Après avoir rappelé le rapport du Directeur général à la Réunion ministérielle de mai 1998 concernant la suite donnée à la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, et le rapport d'activité sur la suite donnée par l'OMC à la Réunion de haut niveau (document WT/COMTD/W/45), le Président a proposé que le Sous-Comité entende un rapport oral du Secrétariat sur le suivi effectué par l'OMC, pour apporter des informations complémentaires aux délégations et leur donner l'occasion de poser des questions.

3. Il a invité Mme Annet Blank, de la Division de la coopération technique, à présenter au Comité un compte rendu oral en sa qualité de coordonnatrice de l'OMC pour ce qui concerne le Cadre intégré pour les pays les moins avancés. Le rapport d'activité de Mme Blank a été distribué sous la cote WT/COMTD/LDC/W/12.

4. Le représentant du Bangladesh s'est dit déçu de voir que la mise en œuvre du Cadre intégré avait peu progressé dans son pays depuis la Réunion de haut niveau. Sa délégation ne voyait pas bien quels seraient la forme et l'emplacement du mécanisme de coordination et d'exécution des activités menées en vertu du Cadre intégré. La mise en œuvre du Programme intégré par pays lancé conjointement par la CNUCED et le CCI presque au même moment que le Cadre intégré en 1997 demeurerait aussi incertaine. À la suite de la Réunion de haut niveau, la délégation de l'intervenant avait demandé l'aide de l'OMC, de la CNUCED et du CCI pour tenir à Dhaka la table ronde consacrée à son pays, entre novembre 1998 et mars 1999. Elle se félicitait que certaines des six organisations participantes mènent dans son pays des activités d'assistance technique à titre autonome. Elle était cependant déçue qu'aucun programme d'aide cohérent ne semble encore avoir résulté de la Réunion de haut niveau.

5. Le représentant de la Tanzanie a indiqué que sa délégation n'avait pas encore examiné formellement la question d'une réunion des donateurs par pays et dans le secteur du commerce avec le Secrétariat de l'OMC. Mais son gouvernement était en train de faire un travail de coordination interne pour approcher les donateurs. L'intervenant communiquerait prochainement une notification de son gouvernement indiquant qu'il serait en mesure de tenir sa réunion nationale des donateurs à la fin de 1998 ou au début de 1999.

6. Le représentant de l'Égypte a demandé combien de réponses intégrées les six organisations participantes avaient préparées à la suite des 40 évaluations des besoins effectuées jusque là par les pays les moins avancés (PMA).

7. Le représentant des Communautés européennes a estimé que, globalement, le suivi de la Réunion de haut niveau avait été satisfaisant. Cependant, sur certains points, il serait peut-être possible d'accélérer le processus ou d'être plus efficace. C'était le cas pour la dotation en personnel de l'unité administrative. Bien que cette dotation ait commencé, la délégation de l'intervenant avait de la difficulté à comprendre pourquoi, un an après la décision, les six organisations participantes n'étaient encore pas pleinement actives.

8. Le représentant de la CNUCED a indiqué que, la semaine précédente, le Conseil du commerce et du développement avait examiné l'état de mise en œuvre du Programme d'action pour les PMA. Il avait alors été question de l'application du Cadre intégré. Tant les PMA que leurs partenaires en matière de développement avaient souligné l'importance d'une mise en œuvre effective du Cadre intégré. Regrettant que cette dernière se fasse trop lentement, le Conseil du commerce et du développement avait insisté sur la nécessité, pour les organisations participantes, de renforcer et d'améliorer la coordination et la cohérence des opérations pour accélérer la mise en œuvre.

9. La représentante du Secrétariat de l'OMC a déclaré qu'elle avait pris dûment note de la déception manifestée par le représentant du Bangladesh. Le Secrétariat savait que le Bangladesh avait l'intention d'organiser une réunion des donateurs dans le secteur du commerce avant mars 1999, et avait répondu à la demande. L'intervenante était heureuse d'apprendre que la Tanzanie annoncerait bientôt officiellement son intention d'organiser une consultation des donateurs dans le secteur du commerce à la fin de 1998 ou au début de 1999. Pour répondre à la délégation de l'Égypte, elle a indiqué que les six organisations participantes avaient préparé 39 réponses intégrées pour les 40 évaluations des besoins effectuées par les PMA. L'évaluation réalisée par le Myanmar était tout juste parvenue aux six organisations, qui allaient préparer leur réponse intégrée conjointe dans les prochaines semaines. La représentante du Secrétariat était heureuse de noter que la délégation des Communautés européennes était globalement satisfaite de la suite donnée à la Réunion de haut niveau même si elle souhaitait que les choses progressent davantage dans certains domaines. L'unité administrative n'existait que depuis 1998. Certes, les six organisations participantes ne s'étaient encore pas toutes engagées formellement en ce qui concernait leurs contributions au fonctionnement de cette unité, mais des progrès avaient été accomplis depuis sa création. Le CCI, la CNUCED, l'OMC et la Banque mondiale apportaient une contribution à l'unité administrative, tandis que le FMI et le PNUD réfléchissaient toujours à la meilleure façon d'y contribuer.

10. Le représentant du Bangladesh a déclaré que, de façon générale, sa délégation n'était pas déçue par la suite donnée à la Réunion de haut niveau. Elle était très satisfaite de la mise en œuvre dans certains domaines, ainsi que des manifestations de coopération et de sympathie reçues du Secrétariat de l'OMC. Toutefois, elle avait demandé expressément l'assistance de l'OMC ou de la CNUCED/CCI pour organiser une réunion des donateurs dans le secteur du commerce. La réponse du Secrétariat de l'OMC avait été décevante en ce sens qu'il était dit que ce dernier ne pouvait pas aider le Bangladesh à financer les services d'un consultant pour préparer et rédiger un document, en prévision de cette réunion, synthétisant tous les documents liés au programme provenant des diverses organisations. Le Secrétariat de l'OMC avait indiqué dans sa réponse que la lettre de demande avait été transmise aux autres organisations susceptibles de fournir une aide. Cette dernière ne s'était malheureusement pas encore concrétisée.

11. Le Président a déclaré que certaines délégations faisaient preuve d'une impatience constructive; autrement dit, les délégations étaient globalement contentes du travail accompli, mais elles souhaitaient qu'il se fasse encore plus rapidement et avec plus d'efficacité. Il était sûr que tout était fait pour que l'unité administrative fonctionne dans les meilleures conditions. Parmi les

interventions, il avait relevé les remerciements adressés à Mme Blank pour les renseignements fournis et pour le travail effectué. Compte tenu de cette situation, il a suggéré que le Secrétariat distribue son rapport d'activité en tant que document officiel de l'OMC.

ii) Rôle de la Banque mondiale: déclaration d'un représentant de la Banque mondiale

12. Le Président a noté que les délégations reconnaissaient que la Réunion de haut niveau et son suivi exigeaient beaucoup de coopération entre les six organisations les plus étroitement associées au processus et qu'elles avaient réagi positivement à l'idée d'inviter de temps en temps, selon les besoins, des représentants de ces organisations pour faire le point sur la mise en œuvre du Cadre intégré. À la dernière réunion, M. Denis Bélisle, Directeur exécutif du Centre du commerce international (CCI), et son collègue, M. Martin Dagata, avaient été invités à expliquer le rôle et les activités du CCI dans le processus du Cadre intégré. En outre, M. Francesco Geoffroy, de l'unité administrative, avait présenté une première version du site Web du Cadre intégré contenant des informations sur les activités de suivi menées en vertu du Cadre intégré. Pour la réunion en cours, le Président avait pris l'initiative d'inviter Mme Gloria Bartoli, coordonnatrice de la Banque mondiale pour le Cadre intégré. Mme Bartoli était l'homologue de Mme Blank à la Banque mondiale et était chargée de coordonner les activités de cette dernière relatives au suivi de la Réunion de haut niveau.

13. La déclaration de Mme Bartoli est jointe au présent rapport.

14. Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il essayait de comprendre comment le commerce pouvait être un instrument de développement. Selon lui, ce pourrait bien être l'inverse: le développement pouvait être un instrument de commerce. Il a ajouté que le soutien fourni par la Banque mondiale, dans des domaines tels que les télécommunications, l'électricité, la promotion des exportations, la formation, le renforcement des capacités et la politique administrative, lui semblait important pour qu'un pays puisse se développer et se préparer aux échanges commerciaux. Il a demandé s'il était concevable que la Société financière internationale (SFI), qui devait participer à une réunion servant de "vitrine" avec le secteur privé pendant la consultation des donateurs à Haïti, aide aussi le gouvernement à aborder ces questions du point de vue du secteur public.

15. La délégation du Bangladesh a mentionné le rapport du Directeur général du FMI, du Président de la Banque mondiale et du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce sur la cohérence.¹ Ce rapport faisait le point sur les efforts de coopération destinés à assurer une plus grande cohérence entre le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. La cohérence et la coordination étaient des thèmes importants que l'on avait abordés pendant la Réunion de haut niveau. Il était dit dans le document que le Groupe de travail de haut niveau sur la cohérence, existant depuis 1995, permettait de mener des activités conjointes concernant les restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, l'examen des politiques commerciales, les accessions et les accords commerciaux régionaux, entre autres choses. Les trois organismes reconnaissaient aussi qu'il était nécessaire de renforcer les capacités humaines et institutionnelles, notamment dans les PMA. L'intervenant s'est inquiété de ce que le rapport fasse mention de l'accès aux marchés. Il n'était pas opposé à ce que l'on fasse référence aux besoins des pays en développement et des pays en transition à cet égard, mais il était décevant que les PMA n'aient pas été mentionnés en tant que groupe économique distinct ayant besoin d'une aide particulière. À la Réunion de haut niveau, il avait été reconnu que l'accès aux marchés pour les PMA était au centre des activités à entreprendre en faveur des PMA. L'intervenant craignait que, en ne mentionnant pas les PMA en tant que groupe distinct, le rapport ne détourne l'attention de la communauté internationale des problèmes propres aux PMA.

16. Le représentant de la Suisse a estimé que la participation de la Banque mondiale au Cadre intégré était capitale. Mme Bartoli avait parlé de programme intégré. La délégation de la Suisse

¹ Document du Conseil général WT/GC/13 du 19 octobre 1998.

voyait une différence importante entre les deux expressions: selon elle, le Cadre intégré était un outil institutionnel et un mécanisme de coordination plutôt qu'un programme d'assistance technique. Le Cadre intégré devait aider à coordonner les programmes mis sur pied par les différentes institutions, ensemble ou séparément, au sein d'une structure coordonnée. L'intervenant a demandé comment la Banque mondiale envisageait de collaborer à ce travail de coordination dans la pratique. Mme Bartoli avait mentionné que la Banque mondiale organisait des réunions de groupes consultatifs sur l'assistance technique liée au commerce. Il lui a demandé d'expliquer en quoi ces réunions avaient un rapport avec le travail d'autres institutions comme le CCI, la CNUCED et l'OMC.

17. La représentante de la Banque mondiale a dit que le rôle du commerce comme instrument de développement pourrait faire l'objet d'un cours universitaire et de différents articles et ouvrages. Il conviendrait aussi de retenir ce sujet pour certains cours donnés dans le cadre du programme pluriannuel ainsi que pour des discussions entre les différents services des administrations nationales, car il importait que ces dernières aient une idée claire de la façon dont le commerce pouvait fonctionner comme instrument de développement. Il serait bon que, dans le programme pluriannuel par pays élaboré pour fournir l'assistance technique liée au commerce prévue dans le Cadre intégré, on réserve une partie à des discussions sur la politique commerciale, ce qui permettrait de mieux faire connaître les Accords de l'OMC. On aurait pu penser que, au cours de ces trente dernières années, les pays ayant les revenus par habitant les plus faibles au début de cette période connaîtraient une croissance plus rapide que les autres pays, et que l'on irait vers une convergence des revenus par habitant. Cela ne s'était malheureusement vérifié que dans un sous-groupe de pays, les pays les plus pauvres de l'OCDE et les nouveaux pays industrialisés de l'Asie du Sud, qui s'étaient développés plus vite que les pays riches de l'OCDE. Le contraire s'était produit dans les pays les plus pauvres du monde et le fossé s'était creusé. Ces deux groupes de pays présentaient des caractéristiques différentes. L'une des différences tenait au degré d'ouverture de leurs systèmes. On observait aussi un manque d'homogénéité pour d'autres éléments mineurs, à savoir la solidité du système éducatif et la disponibilité des ressources humaines. Toutefois, les ressources humaines présentaient moins de poids statistique, contrairement à l'ouverture du système commercial. Les pays les plus pauvres de l'OCDE et les nouveaux pays industrialisés de l'Asie du Sud avaient fortement libéralisé leurs échanges en réduisant les droits de douane et les mesures non tarifaires. Il existait une abondante documentation sur ce sujet, dont la page d'accueil de la Banque mondiale sur Internet. Les statistiques et l'expérience montraient que le faible taux de croissance et les faibles revenus par habitant ne s'expliquaient pas tant par la structure du pays que par sa politique. Or, même s'il était difficile de changer de politique, c'était possible.

18. L'intervenante a ensuite indiqué que certains services de la SFI, comme le Service conseil pour l'investissement étranger (FIAS), ne s'occupaient pas exclusivement du secteur privé. Elle comptait leur transmettre la suggestion de la délégation d'Haïti, pays auquel ils devraient pouvoir prêter assistance. Le représentant de la Suisse avait raison de souligner la différence de sens entre cadre et programme. Lorsque la Banque mondiale faisait expressément référence au Cadre intégré, elle employait l'expression Cadre intégré. Concernant les réunions de groupes consultatifs ou les tables rondes, elle a indiqué que, selon le paragraphe 5 e) du Cadre intégré, et dans la mesure du possible, les tables rondes seraient incluses dans les réunions des groupes consultatifs de la Banque mondiale et dans les tables rondes du PNUD.² Lorsque cela serait impossible, les donateurs devraient être consultés par d'autres moyens. D'autres organismes multilatéraux pourraient être invités à des réunions avec des donateurs à l'initiative du pays moins avancé (PMA).

19. Le représentant de l'Égypte a déclaré que, depuis la précédente réunion du Sous-Comité, sa délégation avait informé l'OMC, la CNUCED et le CCI de l'offre faite par l'Égypte de développer davantage l'accès aux marchés et les débouchés commerciaux pour les PMA. Cette offre avait été annoncée pendant la Réunion de haut niveau d'octobre 1997. Les détails en avaient été communiqués

² WT/LDC/HL/1/Rev.1.

dans le document WT/COMTD/47 et étaient mentionnés au paragraphe 11 de la note du Secrétariat WT/COMTD/LDC/W/11 qui serait examinée au titre du point C de l'ordre du jour. Les listes de tous les produits qui bénéficieraient d'une réduction des droits ou d'un accès en franchise aux termes de l'offre égyptienne avaient aussi été notifiées; ces listes, une fois traduites de l'arabe par la CNUCED, seraient immédiatement transmises à tous les Membres.

20. Le représentant d'Haïti a signalé que, lorsque des pays offraient d'accroître l'accès aux marchés pour les produits originaires des PMA, on se plaignait souvent que les PMA ne profitent pas des possibilités offertes. La réponse de Mme Bartoli était valable dans le cas des pays en développement. Ces derniers pouvaient tirer profit des échanges commerciaux pour poursuivre leur développement. Mais il en allait tout autrement des PMA. On mettait trop l'accent sur l'accès aux marchés pour les produits des PMA alors que ces derniers ne possédaient pas l'infrastructure, les réseaux d'électricité et de télécommunications, les ressources humaines, les ports, etc., nécessaires pour tirer parti des possibilités offertes en matière d'accès aux marchés. L'intervenant jugeait essentiel que son pays renforce sa capacité de production. Il fallait qu'un pays soit en mesure de vendre et d'acheter des biens et des services dans le monde pour pouvoir participer aux échanges internationaux. Tant qu'un pays n'avait pas un minimum à offrir, ni un minimum de ressources pour acheter, il ne pouvait pas faire partie du système commercial multilatéral.

21. La représentante de la Banque mondiale a dit que, comme le représentant d'Haïti, elle pensait que le renforcement des infrastructures et des institutions commerciales nationales était important. Mais la politique commerciale du pays n'était pas non plus à négliger, comme il ressortait des trente années écoulées.

22. La représentante du Secrétariat de l'OMC a dit que l'existence, du côté de l'offre, de contraintes qui empêchaient les PMA de profiter immédiatement d'un accroissement de l'accès aux marchés était une des raisons pour lesquelles on avait institué le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, lequel était destiné à traiter les contraintes pesant sur l'offre. Le Cadre intégré avait pour objet d'aider les PMA à profiter de la croissance induite par les exportations.

23. Le Président a indiqué que le paragraphe 21 du document WT/GC/13 du Conseil général sur la cohérence, mentionné par le représentant du Bangladesh, faisait directement référence au Cadre intégré en rappelant que les participants à la Réunion de haut niveau avaient adopté le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA et avaient insisté tout particulièrement sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et sur la nécessité de rendre plus efficace l'assistance technique fournie à cette fin par les institutions internationales. Il conviendrait cependant que le débat au sujet de ce document ait lieu dans un autre cadre.

24. Le représentant du Bangladesh a précisé qu'il s'était référé au paragraphe 22 de ce document, qui traitait de l'accès aux marchés et dans lequel il n'était fait aucune mention explicite des PMA. Sa délégation souhaitait que les PMA soient traités comme un groupe distinct de pays ayant des besoins particuliers.

25. Le Président a déclaré que la déclaration de Mme Bartoli et la discussion qui s'en était suivie montraient qu'il était utile d'inviter des représentants des six organisations les plus étroitement liées au Cadre intégré. Le Sous-Comité continuerait d'inviter, selon les besoins, des représentants de ces organisations. On examinerait la possibilité d'inviter un représentant de la CNUCED à la prochaine réunion du Sous-Comité.

26. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.

C. ACCÈS AUX MARCHÉS

27. Le Président a rappelé que, pour préparer la Réunion de haut niveau de l'année passée, le Secrétariat avait fait une étude détaillée sur l'accès aux marchés, qui portait essentiellement sur les droits de douane (document WT/LDC/HL/14 et Add.1). À sa dernière réunion, le Sous-Comité avait donc demandé au Secrétariat d'élaborer un document simplifié qui servirait de base à ses débats sur les problèmes d'accès aux marchés que connaissaient les PMA. En réponse à cette demande, un document intitulé "Accès aux marchés pour les exportations de marchandises et de services des pays les moins avancés: Obstacles et contraintes" avait été distribué sous la cote WT/COMTD/LDC/W/11. Ce nouveau document mettait à jour et complétait le document antérieur en incluant des renseignements sur les améliorations apportées à l'accès aux marchés et notifiées depuis la Réunion de haut niveau, y compris des renseignements provenant des réponses des PMA au questionnaire utilisé dans le processus du Cadre intégré, ainsi qu'une analyse des questions relatives aux services. Le nouveau document traitait aussi de l'accès aux marchés dans une perspective générale et non pays par pays, et on y abordait les possibilités d'accès sur les marchés émergents. Il se terminait par plusieurs suggestions constructives sur des moyens possibles de lever les difficultés signalées dans le document, notamment du côté de la demande. Il était question, entre autres, de la suggestion du Directeur général selon laquelle les Membres de l'OMC, en préparant la troisième Conférence ministérielle, devraient envisager la possibilité d'inclure comme objectif l'élimination de tous les obstacles tarifaires visant les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les PMA et d'en faire une question à mettre en œuvre en priorité dans les futures négociations de l'OMC. Tout en admettant que, sans aucun doute, la liste de suggestions était perfectible, le Président a émis le vœu que les délégations se prononcent sur le document mais aussi sur les points soulevés pour aider le Sous-Comité à mieux voir ce qui pourrait lui être utile dans l'avenir. Il ne sollicitait que des commentaires préliminaires étant donné que le document avait été distribué tout récemment et que certaines délégations n'avaient probablement pas eu le temps de l'étudier en profondeur. La question serait de nouveau inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Sous-Comité.

28. Le représentant de la Tanzanie a remercié les Membres qui avaient présenté des notifications concernant les offres qu'ils avaient annoncées pendant la Réunion de haut niveau pour faciliter l'accès aux marchés des exportations des PMA. Le paragraphe 3 du document sur l'accès aux marchés faisait mention des conditions nécessaires pour que les PMA profitent véritablement des possibilités d'accès aux marchés. La quatrième condition était liée à l'importance, pour les PMA, de participer activement à l'élaboration de la politique commerciale multilatérale. Pour l'intervenant, cela résultait plutôt de l'insuffisance de capacité des PMA. La faible représentation des PMA à Genève, pour ce qui était du nombre de missions comme de l'effectif des missions existantes, montrait bien que les PMA n'avaient pas les moyens de s'offrir une représentation efficace. Il était difficile de distinguer les effets de la cause. L'intervenant notait le lien, fait dans le document, entre l'accès aux marchés et les contraintes pesant sur l'offre. Le mauvais emploi, par certains Membres, des Accords sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce avait des effets négatifs sur l'accès des PMA aux marchés. On aurait dû le souligner au paragraphe 3. On aurait également dû souligner davantage d'autres facteurs qui privent les PMA d'une capacité commerciale suffisamment solide: endettement, transfert de technologie, faiblesse des investissements étrangers directs, etc. Le paragraphe 27 signalait que les PMA devaient opter pour des politiques macro-économiques et micro-économiques saines et stables. La plupart des PMA avaient engagé dans ces domaines toutes les réformes qu'ils pouvaient. Mais la conjoncture extérieure n'avait pas particulièrement permis à ces réformes de porter des fruits. Par souci d'équité et d'équilibre, il aurait fallu mettre l'accent non seulement sur la nécessité de politiques macro-économiques et micro-économiques saines et stables dans les PMA, mais aussi sur les retombées négatives de la conjoncture extérieure. L'instabilité des cours des produits de base et des taux de change, par exemple, étaient des facteurs extérieurs qui échappaient au contrôle des PMA mais qui réduisaient leur capacité indépendamment de leurs réformes intérieures.

29. Le représentant de la Turquie a déclaré que, à la quatrième page de la note du Secrétariat sur l'accès aux marchés, il était dit que les obstacles à cet égard, indiqués par les PMA eux-mêmes, étaient souvent similaires aux obstacles déclarés au développement des échanges commerciaux et que ce rapport posait la question de savoir si les PMA connaissaient surtout des problèmes d'accès ou d'offre. Pour répondre à cette question, le Sous-Comité devrait examiner chaque point en détail. La délégation de l'intervenant pensait toutefois que le nombre de Membres qui prenaient des mesures nouvelles ou additionnelles préférentielles en matière d'accès aux marchés en faveur des PMA était une question capitale et qu'une augmentation de ce nombre fournirait au Sous-Comité une base constructive pour les travaux du Sous-Comité. Malheureusement, elle croyait comprendre, d'après la note du Secrétariat, que seul un petit nombre de Membres avait envoyé une notification en ce sens. Elle espérait que d'autres Membres feraient le nécessaire pour faciliter le travail du Sous-Comité et pour l'aider à atteindre son objectif principal, qui était de réussir l'intégration des économies des PMA dans le commerce international.

30. Le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que certains des arguments qui figuraient dans la note du Secrétariat sur l'accès aux marchés étaient déjà bien connus, tandis que d'autres étaient nouveaux. Sa délégation estimait qu'il y avait un problème d'équilibre entre la partie analytique du document et les conclusions tirées. De façon générale, les conclusions ne reflétaient pas complètement les deux aspects, à savoir les problèmes de l'offre et la question de l'accès aux marchés. Tout en reconnaissant qu'il existait un lien entre les deux, sa délégation jugeait utile de maintenir la distinction. Il existait des différences dans les instruments utilisés pour aborder ces thèmes, ce qui posait la question de savoir comment remédier aux problèmes. Il y avait aussi des différences entre les acteurs, ce qui posait la question de savoir qui était chargé de remédier aux problèmes. En liant trop les deux aspects, on risquerait d'oublier qu'il y avait des divergences quant à la façon de chercher les solutions nécessaires, notamment pour ce qui était des acteurs. La délégation de l'intervenant a félicité les délégations de l'Égypte et de la Turquie, qui avaient notifié un certain nombre de mesures prises par leurs gouvernements pour accroître les possibilités commerciales des PMA. Elle a aussi noté que les gouvernements du Canada et de la Suisse avaient fait de même, et y a vu le signe que le programme allait de l'avant et que des progrès réels avaient été accomplis. L'intervenant a souligné que les Communautés européennes étaient ouvertes aux exportations des PMA vu que, en valeur, 99 pour cent de ces dernières y entraient en franchise. Sa délégation espérait que cet exemple serait prochainement suivi non seulement par la Suisse, mais aussi par tous les autres Membres importants.

31. Le représentant du Japon a déclaré que les PMA étaient les pays les moins intégrés au mouvement de mondialisation de l'économie, et qu'ils demeuraient sous la menace d'une marginalisation. C'était pourquoi son gouvernement se préoccupait particulièrement des PMA. Il a attiré l'attention du Sous-Comité sur le document concernant l'accès aux marchés élaboré pour la Réunion de haut niveau (WT/LDC/HL/14 et Add.1). Au paragraphe 4 de ce document, le Secrétariat faisait une analyse des 23 principaux marchés d'exportation des PMA, qui absorbaient environ 95 pour cent des exportations totales des PMA en 1995. D'après cette analyse, le taux de droit global pondéré appliqué aux exportations des PMA sur les 23 marchés en question s'établissait, en moyenne, à 10,6 pour cent. Il était de 1,8 pour cent dans les pays développés et de 14,5 pour cent dans les pays en développement, soit huit fois plus élevé. Après cette analyse, il était indiqué au paragraphe 17 que des mesures non tarifaires existaient non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays en développement. L'analyse des ratios de fréquence avait montré que les PMA avaient une probabilité de 6,2 pour cent de voir leurs exportations soumises à des mesures non tarifaires dans les pays développés, contre une probabilité de 16,5 pour cent dans les pays en développement.³ Il convenait aussi de noter le paragraphe 43 c), où il était dit que plusieurs marchés émergents renforçaient leurs mécanismes antidumping et de sauvegarde pour parer à toute vague déstabilisatrice des importations en provenance de pays ayant une monnaie dépréciée ou dévaluée. Autant de points sur lesquels il faudrait revenir ultérieurement. La délégation de l'intervenant était d'avis que, au vu de

³ WT/LDC/HL/14.

l'analyse du Secrétariat, les échanges Sud-Sud étaient importants. Plus concrètement, les produits des PMA faisant l'objet d'une forte demande dans les pays en développement, il y aurait aussi lieu d'examiner les problèmes d'accès aux marchés que rencontraient les pays en développement du point de vue de la promotion des exportations des PMA. À cet égard, le renforcement des capacités était important pour que les PMA puissent générer des exportations. La promotion des investissements était aussi essentielle.

32. Le représentant du Japon a attiré l'attention du Sous-Comité sur la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad II), organisée conjointement la semaine précédente par les Nations Unies, la Global Coalition for Africa et le gouvernement japonais. Pendant la Conférence, le gouvernement japonais avait annoncé ce qui suit: "... le rôle capital joué par le secteur privé dans le développement de l'Afrique doit être reconnu. Pour favoriser l'essor du secteur privé en Afrique, notamment par la promotion des échanges avec l'Asie et des investissements de l'Asie, le Japon aidera à créer un "Centre africain de services d'information en matière d'investissements" dans un pays asiatique. Il soutiendra en outre l'organisation d'un "Forum commercial Asie-Afrique" au cours de la prochaine année afin de faciliter la recherche de débouchés commerciaux pour les entreprises asiatiques et africaines. Il approuve aussi l'idée exprimée par le secteur privé lors de la préparation de la Ticad II afin que l'on désigne l'an 2000 "Année des petites et moyennes entreprises en Afrique". Pour réaliser ces objectifs, le Japon souhaite collaborer étroitement avec des organismes internationaux et d'autres pays asiatiques, ainsi qu'avec des pays d'Afrique".

33. Le représentant du Bangladesh a déclaré qu'il pensait, comme son homologue du Japon, que les PMA étaient les pays les moins intégrés au système commercial multilatéral et qu'ils étaient exposés à la marginalisation la plus rapide. Telle était la question-clé abordée au Sous-Comité et dans d'autres cadres. Le paragraphe 17 du document du Secrétariat sur l'accès aux marchés, selon lequel les PMA faisaient face à des obstacles plus importants dans les pays en développement ayant un revenu plus élevé, nécessitait un examen plus approfondi. Le moment était venu, pour la communauté internationale, d'accorder un traitement distinct aux PMA. Le tableau figurant à l'annexe 1 du document concernant l'accès aux marchés apportait des indications utiles sur la situation des biens et services exportés par les PMA et sur les obstacles que ces pays rencontraient pour accéder aux marchés et pour développer leurs échanges. Le document pourrait aider la communauté internationale à mieux comprendre la question de l'accès aux marchés et à définir ses stratégies en matière d'assistance. Il devrait aussi guider, dans les pays développés et en développement, ceux qui souhaitaient apporter une assistance technique aux PMA.

34. La représentante du Canada a précisé que ses observations se rapportaient à la fois au document WT/COMTD/LDC/W/10 sur la mise en œuvre et au document WT/COMTD/LDC/W/11 sur l'accès aux marchés. Sa délégation encourageait le Secrétariat à travailler à la fois dans la perspective de l'accès aux marchés et dans celle de l'offre, comme c'était le cas dans le deuxième document cité. Elle approuvait les principales conclusions du document sur l'accès aux marchés, qui méritaient toutes de retenir l'attention: élimination des restrictions à l'accès aux marchés, y compris les mesures tarifaires et non tarifaires; résolution des insuffisances de l'offre et des capacités nationales, qui empêchaient de mettre à profit les possibilités d'accès aux marchés; et poursuite régulière des réformes internes engagées par les PMA. Son gouvernement avait achevé les consultations menées au sujet de son projet consistant à accorder un accès préférentiel aux PMA. Sa délégation reconnaissait toutefois que l'accès aux marchés n'était pas la seule solution et que, en particulier dans les PMA, le renforcement des capacités demeurait capital.

35. Le représentant de la Suisse a indiqué que, tout comme les Communautés européennes, sa délégation pensait que les conclusions ne présentaient pas un bilan équilibré de tous les aspects abordés dans le document. D'autres conclusions possibles pourraient être étudiées lors des prochaines réunions.

36. Le représentant du Soudan a demandé à la délégation de l'Égypte des renseignements sur l'état de préparation du séminaire proposé en 1997 à l'intention des PMA qui avaient engagé le processus d'accession à l'OMC.

37. Le représentant de l'Égypte a répondu que l'approbation de l'ensemble du programme par le Président se faisait attendre car elle avait d'importantes incidences financières. La question faisait l'objet de discussions informelles avec les Secrétariats de la CNUCED et de l'OMC, discussions qui seraient poursuivies. Sa délégation espérait que le séminaire pourrait se tenir le plus tôt possible. Ce séminaire pourrait contribuer aux négociations menées par les PMA pour leur accession.

38. Le représentant de l'Ouganda, qui abondait dans le sens du représentant de la Tanzanie, a attiré l'attention du Sous-Comité sur le paragraphe 7 du document concernant l'accès aux marchés. Il a remercié les Membres qui avaient notifié des offres en matière d'accès aux marchés. Bien qu'un an se soit écoulé depuis la Réunion de haut niveau, plusieurs Membres n'avaient pas encore réagi face aux inquiétudes des PMA. Sa délégation les exhortait à le faire. On n'insisterait jamais assez sur le lien existant entre les problèmes d'accès aux marchés et les contraintes pesant sur l'offre. Le problème ne venait pas de l'accès aux marchés, mais des contraintes pesant sur l'offre. Le pays de l'intervenant avait des problèmes en matière d'infrastructure physique et de développement des ressources humaines; tant que ces problèmes ne seraient pas réglés, les possibilités d'accès aux marchés demeureraient inexploitées. Par ailleurs, on ne pouvait parler de l'accès aux marchés, des contraintes pesant sur l'offre ou du système commercial multilatéral sans faire la relation avec d'autres problèmes comme l'endettement des PMA. Au paragraphe 15, on pouvait lire que la progressivité des droits de douane n'était pas encore un problème majeur pour les PMA. Mais l'intervenant n'était pas de cet avis. Un pays comme l'Ouganda, très tributaire des exportations de café, n'avait d'autre choix que d'exporter du café en grain non raffiné pour échapper à des droits de douane élevés. Il faudrait donc se pencher sur ce problème dans l'avenir.

39. Le représentant du Népal a déclaré que les renseignements sur la suite donnée à la Réunion de haut niveau étaient encourageants pour deux raisons. Premièrement, ils montraient que la communauté internationale reconnaissait les besoins particuliers des PMA dans le système commercial global libéralisé émergent. Deuxièmement, ils révélaient que l'on était conscient de la nécessité, pour le système, d'intégrer et de soutenir tous les acteurs à l'intérieur du cadre de l'OMC. Le travail de suivi était essentiel dans ce contexte. À cet égard, la délégation de l'intervenant avait constamment soulevé deux questions: premièrement, l'utilité d'organiser des réunions de suivi dans chaque pays afin d'aboutir à des résultats concrets pour les PMA et, deuxièmement, la nécessité d'analyser les retombées concrètes de ces nouvelles offres en matière d'accès aux marchés dans chaque PMA ainsi que dans l'ensemble des PMA, en tenant compte de leurs exportations les plus importantes. Enfin, sa délégation était aussi intéressée par le séminaire sur l'accession qui devrait se tenir en Égypte.

40. Le représentant de la CNUCED a indiqué que, lorsqu'il avait approuvé le Cadre intégré à sa 16^{ème} session, le Conseil du commerce et du développement avait recommandé au Secrétariat de la CNUCED de convoquer une réunion sur le Système généralisé de préférences (SGP), le Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) et de nouvelles initiatives. Cette réunion aurait pour objet de donner aux représentants des États membres de la CNUCED la possibilité d'examiner l'évolution de leurs régimes nationaux de préférences, y compris les dispositions spéciales en faveur des PMA, et de proposer des mesures pour développer les services de consultation afin d'encourager l'utilisation du SGP et la réalisation d'un suivi des mesures annoncées à la Réunion de haut niveau. À cette réunion d'experts, tenue les 16 et 17 juillet 1998, on avait examiné le suivi des nouvelles préférences pour les PMA annoncées à la Réunion de haut niveau, les retombées sur le commerce et le développement de l'évolution récente des régimes de préférences et des nouvelles initiatives, et les moyens d'accroître l'utilisation des préférences, en particulier par les PMA, grâce à une coopération technique. Les résultats de cette réunion spéciale avaient été

communiqués à la Commission du commerce des marchandises et des services et produits de base à sa troisième session tenue du 28 septembre au 2 octobre 1998. La Commission avait aussi examiné les moyens d'accroître l'utilisation des préférences commerciales par les pays en développement, notamment les PMA, ainsi que des façons d'étendre ces préférences. Les conclusions et recommandations adoptées par la Commission soulignaient que le SGP et les autres préférences commerciales demeuraient de bons outils de développement, en particulier pour les PMA. La Commission invitait à prendre des mesures pratiques pour qu'un plus grand nombre de pays puissent mieux bénéficier du SGP. Ces mesures pourraient consister à accroître le nombre de produits visés, à harmoniser et simplifier les règles d'origine, et à améliorer la stabilité, la prévisibilité et la simplicité des régimes de préférences.

41. Le représentant du Brésil a dit que la note sur l'accès aux marchés rendait compte non seulement de la complexité liée aux contraintes pesant sur l'offre et aux obstacles à l'accès aux marchés, mais aussi des difficultés engendrées par la crise financière actuelle, ainsi qu'on l'expliquait à la Partie VII contenant une analyse intéressante sur les possibilités offertes dans les pays émergents pour les marchandises exportées par les PMA. Cette question devrait faire l'objet d'un débat à une future réunion du Sous-Comité.

42. La représentante du Burundi a dit qu'elle voulait parler des difficultés auxquelles se heurtaient l'économie et des souffrances endurées par la population de son pays à la suite du blocus imposé deux ans plus tôt. Le cas du Burundi était particulier. Les troubles vécus par son pays n'étaient pas seulement politiques, mais aussi économiques, et avaient des incidences économiques et sociales. Un acte politique ne devait pas condamner indéfiniment une population à la pauvreté. Si une évolution s'était produite, il convenait d'en tenir compte pour permettre à la population de respirer. Le blocus en vigueur avait pour effet d'empêcher le Burundi de se développer en général, et de développer ses échanges.

43. Le représentant de la Tanzanie, répondant à l'intervention du Burundi, a expliqué que, sans vouloir polémiquer, sa délégation était d'avis que le Sous-Comité n'était pas le lieu approprié pour aborder cette question. La question du Burundi était un problème politique et socio-économique très complexe et le Sous-Comité, s'il en débattait, se détournerait de son mandat réel. Des pays de la sous-région du sud et de l'est de l'Afrique, dont faisait partie la Tanzanie, avaient pris cette mesure en dernier ressort, une fois épuisés tous les autres moyens possibles, pour essayer d'amener les belligérants du Burundi à s'asseoir autour d'une table et à négocier une solution permanente à leurs problèmes. Cette mesure atteignait les buts visés en ce sens qu'elle avait contribué à amener les parties à négocier. La délégation de l'intervenant espérait que les négociations en cours aboutiraient à une solution durable.

44. Le Président a dit que le Sous-Comité avait un mandat relativement large mais qu'il n'était pas le lieu approprié pour discuter de cette question particulière.

45. Selon la délégation du Burundi, il était important de prendre en compte tous les aspects du commerce. Si le Burundi n'avait plus accès aux marchés mondiaux, il était légitime de dire ce qui l'empêchait de développer son économie. Ce n'était peut-être pas le lieu approprié, mais si le Burundi appartenait aux pays les plus pauvres de la planète, ce n'était pas faute d'efforts pour changer les choses: le Burundi faisait le maximum. Ce n'est pas parce que la sous-région voulait régler les problèmes politiques du Burundi qu'il fallait pour autant négliger les problèmes économiques du pays. Si le Sous-Comité débattait de l'accès aux marchés, sa délégation avait le droit de poser la question. Il était impossible de faire du commerce si l'on ne pouvait pas quitter le pays; il ne pouvait y avoir de commerce si aucune marchandise ne pouvait entrer dans le pays.

46. Le Président a dit que les discussions préliminaires sur le document relatif à l'accès aux marchés montraient que ce document était utile et qu'il pourrait servir de base aux futurs débats du

Sous-Comité. Plusieurs points avaient été mis en lumière, dont certains se rapportaient à la demande et d'autres à l'offre. Une des questions soulevées dans un certain nombre d'interventions concernait les offres réelles d'accroissement de l'ouverture des marchés. Il fallait reconnaître que la satisfaction avec laquelle le Sous-Comité avait accueilli l'annonce de ces offres constituait une bonne base pour inviter les délégations qui n'avaient pas encore présenté de telles offres à essayer de faire tout leur possible pour pouvoir en présenter.

47. Le Sous-Comité a pris note des déclarations et a décidé de maintenir la question à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

D. DIFFICULTÉS QUE LES PAYS LES MOINS AVANCÉS RENCONTRENT POUR METTRE EN ŒUVRE LES ACCORDS DE L'OMC

48. Le Président a dit qu'à la dernière réunion du Sous-Comité le Secrétariat avait été invité à élaborer un document qui pourrait l'aider à évaluer les difficultés de mise en œuvre rencontrées par les PMA ainsi que l'utilité des remèdes actuels. C'était l'objet du document WT/COMTD/W/LDC/10. Pour obtenir des renseignements à ce sujet, le Secrétariat s'était surtout servi des évaluations des besoins d'assistance technique liée au commerce présentées par 39 PMA en vertu du Cadre intégré. Il avait aussi utilisé les réponses des PMA Membres à un questionnaire envoyé en mai 1996 par le Président du Comité du commerce et du développement sur ce que devraient être les priorités de l'OMC en matière d'assistance technique. En complément, il s'était reporté aux notifications, aux procès-verbaux des réunions du Comité, aux rapports d'examen des politiques commerciales, à l'expérience acquise par le Secrétariat au cours des activités de coopération technique menées dans les PMA, et aux déclarations faites par les Ministres des PMA à la Conférence ministérielle de mai 1998.

49. Le représentant de la Norvège a indiqué que ses observations avaient surtout trait au document sur la mise en œuvre mais qu'il voulait aussi faire quelques commentaires à propos du document sur l'accès aux marchés car les deux questions étaient liées. Le document sur la mise en œuvre donnait un bon aperçu des difficultés rencontrées par les PMA pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Sa délégation était consciente que le document ne contenait pas une liste exhaustive des difficultés en question, mais donnait plutôt des précisions et observations supplémentaires et s'appuyait sur des exemples précis. Dans le document relatif à l'accès aux marchés dont le Sous-Comité avait discuté antérieurement, le Secrétariat avait indiqué que la part des PMA dans le commerce mondial des marchandises s'était encore rétrécie, tombant d'environ 0,8 pour cent en 1980 à 0,46 pour cent en 1995, et que leur part dans le commerce des services était tombée de 0,26 à 0,12 pour cent entre 1980 et 1996. Ces chiffres montraient clairement qu'il fallait poursuivre les efforts pour mieux intégrer les PMA à l'économie mondiale. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les Accords de l'OMC n'avaient donc pas encore eu les effets souhaités. L'accès des PMA aux marchés était déterminé par les obstacles tarifaires et non tarifaires existant sur les marchés étrangers, ainsi que par les contraintes pesant sur l'offre intérieure et dues à la politique nationale. Comme l'indiquait le Secrétariat dans son rapport, ces obstacles étaient liés entre eux. L'intégration des PMA à l'économie mondiale ne pourrait se faire qu'une fois levés les deux types d'obstacles. Il fallait pour cela non seulement mettre en œuvre un cadre commercial multilatéral favorable aux PMA, mais aussi prévoir des réformes des politiques nationales et mettre en place des infrastructures appropriées complétées par une assistance technique ciblée, coordonnée et suffisante. Certains Membres ouvraient déjà largement leur marché aux PMA en vertu de leur régime SGP actuel, d'autres avaient annoncé récemment une extension des préférences pour les importations provenant des PMA. La délégation de l'intervenant trouvait que ces signes d'amélioration de l'accès aux marchés étaient encourageants, mais estimait que des efforts supplémentaires étaient nécessaires.

50. Les difficultés relevées dans le document du Secrétariat sur la mise en œuvre couvraient un large éventail de problèmes, dont certains étaient directement liés à la mise en œuvre des Accords de

l'OMC tandis que d'autres étaient d'une nature plus générale, comme la nécessité d'une meilleure coordination dans les PMA, les difficultés rencontrées pour créer le cadre institutionnel et administratif national nécessaire, le besoin d'adapter la législation nationale et le manque de fonctionnaires formés. Les PMA avaient besoin d'une assistance pour présenter les notifications requises par l'OMC, pour se doter de systèmes informatiques modernes et pour apporter les modifications nécessaires à leur politique. Vu l'ampleur et la complexité des problèmes recensés, l'assistance technique fournie par l'intermédiaire de l'OMC n'était pas suffisante. Il fallait des actions coordonnées et parfaitement intégrées de la part de l'OMC, des autres organisations internationales, des donateurs bilatéraux, des ONG et du secteur privé. Le rapport montrait que l'établissement du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA constituait un pas dans la bonne direction afin de mieux coordonner et orienter l'assistance technique fournie par les six organisations participantes, sur la base des besoins réels répertoriés par les PMA eux-mêmes concernant le développement des échanges. La délégation de l'intervenant souhaitait connaître l'évaluation des PMA au sujet de la situation actuelle et leurs recommandations concernant les efforts et améliorations qui seraient nécessaires à l'avenir.

51. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation attendait avec intérêt de nouveaux débats sur les documents relatifs à l'accès aux marchés et à la mise en œuvre. Il a noté que le document sur la mise en œuvre faisait état de plusieurs difficultés rencontrées par les PMA, et de l'assistance technique fournie par le Secrétariat en réponse à ces difficultés. Il était clair que le Secrétariat s'efforçait de répondre aux besoins des PMA. Des difficultés avaient été relevées dans plusieurs domaines dans lesquels de nouveaux programmes d'assistance technique individualisée étaient en cours d'élaboration, concernant notamment l'évaluation en douane et la protection de la propriété intellectuelle. La délégation de l'intervenant exhortait les PMA à profiter pleinement de cette assistance technique.

52. Le représentant du Japon a dit que, de l'avis de sa délégation, l'intégration des PMA au système commercial international dépendait de l'intérêt que les PMA trouvaient effectivement à participer à ce système. La note du Secrétariat constituait une bonne base de discussion sur cette question car elle clarifiait les choses et donnait une clé pour traiter la question. La délégation de l'intervenant observait que la mise en œuvre des Accords de l'OMC posait aux PMA des difficultés d'ordre institutionnel et technique et du point de vue des capacités humaines. Elle souhaitait accroître l'assistance technique dans certains domaines où les PMA avaient des difficultés particulières, par exemple pour ce qui était de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ou de l'évaluation en douane. Pour que les pays en développement respectent les périodes de transition, il importait de leur fournir une assistance technique. L'évaluation en douane était mentionnée comme étant un domaine qui posait des difficultés aux PMA. La délégation de l'intervenant considérait que c'était un domaine où l'assistance technique avait permis d'améliorer la mise en œuvre de l'Accord. Son gouvernement envisageait d'accroître l'assistance technique si des pays en développement en faisaient la demande.

53. Le représentant du Bangladesh a indiqué que, comme le document concernant l'accès aux marchés, celui sur la mise en œuvre donnait une image objective des difficultés rencontrées par les PMA pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC. Le Conseil général examinait actuellement la question de la mise en œuvre en vue d'apporter des éléments au programme de la Conférence ministérielle de 1999. De l'avis des pays en développement, la question de la mise en œuvre était un des principaux sujets à examiner dans la perspective de la Conférence. La délégation de l'intervenant recommandait que le document soit présenté au Conseil général en tant que contribution du Sous-Comité des PMA aux travaux du Conseil général sur la mise en œuvre. L'intervenant a souligné que, pour qu'un programme d'assistance aux PMA soit efficace, il faudrait que la communauté internationale pense sérieusement à annuler la dette et à accroître l'APD. L'assistance technique, pour importante qu'elle soit, n'aurait qu'un effet limité sur le sous-développement.

54. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation était consciente des difficultés particulières rencontrées par les PMA, notamment du fait d'un cadre institutionnel inadéquat qui, à son tour, affectait la capacité d'appliquer des instruments de défense commerciale, de donner une bonne formation aux fonctionnaires qui s'occupaient des questions de l'OMC, et de mettre en œuvre ou d'élaborer des lois relatives au commerce. Il était clair que les PMA auraient besoin d'une assistance et d'autres moyens pour remédier à ces problèmes. L'intervenant a donné aux PMA l'assurance que les Communautés européennes prendraient pleinement part aux discussions futures et à la recherche des solutions appropriées. Sa délégation réfléchissait aux mesures supplémentaires que l'on pourrait prendre pour soutenir les PMA. La Partie I du document énumérait les questions à régler et la Partie II résumait les instruments actuellement employés. Il serait utile de voir exactement comment ces instruments fonctionnaient et quel était leur rapport avec les divers points recensés, au lieu de les inclure côte à côte dans un document. Toutefois, une telle approche exigeait un travail additionnel et pourrait être examinée au sein du Sous-Comité.

55. Le représentant de la Tanzanie a déclaré que le document sur la mise en œuvre serait utile lors des débats informels d'intersession du Conseil général sur les problèmes de mise en œuvre. Comme celle du Bangladesh, sa délégation était d'avis que l'annulation de la dette et l'accroissement de l'APD aideraient les PMA à surmonter leurs difficultés. À la dernière réunion informelle du Conseil général, sa délégation avait fait une déclaration sur les problèmes de mise en œuvre rencontrés par les PMA. Parmi les problèmes qu'elle avait mentionnés figurait la question des effets négatifs de la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Ces aspects négatifs n'étaient pas apparus au cours des négociations commerciales multilatérales. Mais, après quatre ans d'expérience, le gouvernement tanzanien avait constaté que la mise en œuvre des Accords de l'OMC posait certains problèmes aux PMA. Le Sous-Comité devrait se pencher sur la question et essayer de trouver des solutions adéquates. La note du Secrétariat montrait les difficultés que rencontraient les PMA eux-mêmes pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC, sans mentionner les autres facteurs qui causaient des problèmes aux PMA mais sur lesquels les PMA ne pouvaient pas influencer. L'un de ceux-ci était, comme on l'avait déjà signalé, la mauvaise application de certains Accords de l'OMC, notamment dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce. Certains Membres de l'OMC, sciemment ou non, avaient pris des mesures profitant de la faible capacité des PMA de comprendre celles qui les affectaient.

56. Selon le représentant de l'Égypte, la note du Secrétariat était exclusivement centrée sur les difficultés rencontrées au niveau national, et ne faisait pas cas des difficultés qui pouvaient découler des dispositions des divers Accords eux-mêmes. La note laissait donc beaucoup à désirer. On aurait aussi pu parler des mesures supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour remédier aux difficultés rencontrées par les PMA, comme l'avait mentionné le représentant des Communautés européennes. Le représentant du Japon avait indiqué que son pays était conscient des besoins de développement des ressources institutionnelles, techniques et humaines des PMA. Sa délégation était d'avis que, pour lever certaines de ces difficultés, il conviendrait de fournir une aide financière et de réfléchir à la question de la dette. Le rapport annuel de la CNUCED sur les PMA abordait certaines des difficultés rencontrées par les PMA dans le domaine du commerce. L'assistance technique avait son importance, mais elle ne suffisait pas. L'assistance évoquée par les représentants des États-Unis et du Japon dans les domaines de l'évaluation en douane et des ADPIC serait utile. Toutefois, les crédits manquaient parfois pour remédier aux difficultés qui se posaient dans les domaines où une assistance technique était vraiment indispensable, tandis que l'on disposait de crédits dans des domaines qui avaient de l'importance pour les pays développés, par exemple dans celui des droits de propriété intellectuelle.

57. Le représentant de l'Égypte a ajouté que sa délégation avait espéré que la note du Secrétariat traiterait de la charge qui pesait sur les PMA du fait des obligations imposées par l'OMC. C'était une question importante qu'il convenait d'étudier pour voir s'il y avait des obligations qui étaient inutilement lourdes pour les PMA et si, dans ce cas, on pourrait les alléger par un traitement spécial et

différencié ou si l'OMC pourrait y prêter une plus grande attention. Il avait été indiqué dans plusieurs comités que certaines prescriptions en matière de notifications, par exemple, étaient assez lourdes pour les PMA et qu'il y aurait lieu de les assouplir quelque peu. Une deuxième question sur laquelle l'intervenant espérait que l'on se pencherait était de savoir si la réponse avait été suffisante ou en rapport avec les besoins, et quelles mesures supplémentaires on pourrait prendre pour remédier aux difficultés rencontrées par les PMA, aux niveaux national et international. Il était à espérer que le Secrétariat pourrait poursuivre son effort pour traiter ces points supplémentaires. La délégation de l'intervenant, avec celles d'autres pays en développement, était en train d'étudier la possibilité d'organiser une Réunion de haut niveau pour examiner diverses questions liées au commerce et au développement afin d'aider les pays en développement à se préparer pour les prochaines négociations et de s'attaquer à leurs problèmes de mise en œuvre. L'un des éléments les plus importants à examiner pendant cette Réunion de haut niveau serait la demande spécifique formulée par le représentant du Bangladesh, à savoir que l'on traite les PMA comme un groupe distinct ayant des difficultés de nature particulière et qu'on les reconnaisse comme tels. La délégation de l'intervenant espérait que, une fois décidée, la Réunion de haut niveau sur le commerce et le développement traiterait des nécessités et besoins particuliers des PMA.

58. Le représentant de la Suisse a dit que la conclusion que sa délégation tirait de la note était que les problèmes des PMA étaient importants et devaient être examinés sérieusement. Le mieux que l'on pouvait faire pour le moment était probablement de fournir une assistance technique. L'assistance technique déjà fournie était, du moins, quantitativement substantielle. Il restait à savoir si elle était efficace. À cet égard, la délégation de l'intervenant espérait que, sous une forme ou une autre, on ferait une évaluation de l'assistance technique fournie. Cette évaluation consisterait à comparer ce qui avait été fait avec ce qui était nécessaire. La délégation de l'intervenant espérait que, à sa prochaine réunion, le Comité du commerce et du développement pourrait prendre une décision au sujet d'une telle évaluation interne de l'assistance technique fournie par l'OMC.

59. Le Président a déclaré que l'avis général semblait être que le document était utile et pourrait servir de base à de futures discussions. Malgré tout, le sujet de la mise en œuvre n'avait pas été épuisé et resterait inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Sous-Comité pour un examen plus approfondi. Entre-temps, il étudierait d'une manière informelle avec le Secrétariat et les délégations quelle pourrait être la meilleure façon, pour le Sous-Comité, de contribuer aux discussions du Conseil général.

E. AUTRES QUESTIONS

60. Le Président a annoncé que la prochaine réunion du Sous-Comité était prévue pour l'après-midi du mercredi 25 novembre 1998.

ANNEXE

Déclaration de Mme Gloria Bartoli

Participation de la Banque mondiale au Cadre intégré pour le développement du commerce des pays les moins avancés

61. La Banque mondiale est fière de participer à l'Initiative intégrée en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés. Les administrateurs de la Banque ont appuyé le Cadre intégré approuvé par les Membres de l'OMC à la Réunion de haut niveau et ont encouragé le personnel de la Banque à prendre une part active au Cadre intégré pour les pays les moins avancés.

62. L'expérience de nombreux pays a montré que le commerce peut être un puissant moteur de développement. Le Cadre intégré a donc pour objet de faire en sorte que le commerce soit un moteur de développement aussi efficace pour les pays les moins avancés. Dans la pratique, l'évaluation des besoins est l'instrument qui permet à un pays moins avancé de recenser les obstacles qui l'empêchent de profiter des possibilités offertes par le système commercial. Les programmes d'aide pluriannuels par pays que les donateurs (les six organismes multilatéraux participants, plus des organismes régionaux et des partenaires bilatéraux en matière de développement) sont en train d'élaborer ont pour but d'aider chaque pays à surmonter les déficiences recensées dans l'évaluation des besoins.

63. Le personnel de la Banque contribue depuis le départ à la structuration du Cadre intégré, en insistant sur la nécessité de l'adapter à la stratégie de développement globale du pays (à l'instar, par exemple, de la stratégie d'aide conçue par la Banque en association avec le pays concerné). Pour la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés, la Banque mondiale a aidé l'OMC à organiser les réunions thématiques et a participé activement à l'organisation et à la tenue des tables rondes par pays, qui ont servi de vitrines. Les missions de résidents de la Banque, souvent réalisées en coopération avec le personnel d'autres organisations participantes, ont aidé plusieurs gouvernements des pays les moins avancés à préparer leur évaluation des besoins. De plus, la Banque a fourni des consultants à six pays qui avaient besoin d'une assistance plus étendue. Nos équipes s'occupent actuellement de manière active de la mise en œuvre et du développement ultérieur dans plusieurs des pays les moins avancés.

64. Dans l'évaluation de leurs besoins, les autorités de la plupart des pays ont indiqué que la faiblesse des infrastructures nationales et le manque de ressources humaines constituaient les principaux obstacles qui les empêchaient de tirer pleinement parti du commerce comme moteur de développement. Les besoins recensés allaient de la formation dans le domaine des technologies de l'information à l'amélioration de l'administration douanière, en passant par l'infrastructure des transports, les télécommunications et l'approvisionnement en électricité. D'autres besoins étaient mentionnés au chapitre de l'analyse et de l'application de la politique commerciale – concernant en particulier la promotion des exportations, la participation effective aux négociations, la capacité de mettre en œuvre les Accords de l'OMC dans des domaines tels que l'accès aux marchés, les obstacles techniques au commerce, les règles d'origine, les normes de produits, les réglementations sanitaires et de sécurité, les sauvegardes et les subventions.

65. La Banque mondiale participera pleinement aux prochaines phases du Cadre intégré:

- en aidant les pays les moins avancés à préparer des programmes pluriannuels d'assistance technique liée au commerce pour les réunions de consultation avec les donateurs;

- en élaborant et en mettant en œuvre des programmes d'assistance qui répondent aux besoins recensés;
- en établissant un système de surveillance et d'évaluation du Cadre intégré.

66. Pendant cette prochaine phase, les pays organiseront des consultations avec les donateurs traitant spécifiquement du commerce: ils seront secondés par les équipes de la Banque mondiale sur place lorsqu'ils en feront la demande. Pour chaque pays participant, ces consultations devraient aboutir à un programme pluriannuel concret d'assistance liée au commerce. L'un des services que la Banque peut fournir est le suivant: ses équipes sur place aideront les gouvernements à définir leurs priorités parmi les besoins recensés dans leur évaluation, priorités qui devront être compatibles avec leurs stratégies de développement générales, d'une part et avec les événements extérieurs, d'autre part (prochaine série de négociations de l'OMC, renégociation de la Convention de Lomé, autres accords commerciaux régionaux ou préférentiels, etc.). La Banque sait par expérience que de nouvelles politiques commerciales contribuent au développement économique et à la réduction de la pauvreté (comme en témoigne déjà sa stratégie d'aide aux pays), et c'est un savoir qui jouera un rôle capital dans le travail réalisé sur le terrain.

67. Dans ces conditions, l'approche de la Banque mondiale concernant la politique commerciale en tant qu'instrument de développement est parfaitement complémentaire de l'approche de l'OMC axée sur les institutions: par exemple, si, par les crédits et les conseils qu'elle fournit, la Banque peut aider un pays à adopter une politique libérale en matière de commerce et d'investissement, l'OMC permet à ce pays d'œuvrer au plan international dans le sens de cette politique.

68. Si l'intégration au système commercial mondial est un facteur essentiel de croissance et de développement et si une politique d'ouverture en matière de commerce et d'investissement est nécessaire pour que cette intégration soit effective, une telle politique ne suffit pas. Il faut aussi investir dans les infrastructures matérielles, créer des entreprises privées solides, assurer une gestion macro-économique saine et établir la crédibilité des institutions économiques. Autant d'impératifs qui relèvent également des compétences traditionnelles de la Banque mondiale.

69. Notre projet de développement des exportations au Bangladesh est un exemple de ce que la Banque peut faire. Ce projet a pour but d'améliorer la capacité du gouvernement de formuler et de gérer la politique commerciale et la capacité du secteur privé d'opérer sur les marchés d'exportation. Plusieurs volets de ce projet impliquent une coopération avec d'autres organismes multilatéraux et bilatéraux. Ce travail met aussi en évidence le côté "positif" de la réforme du commerce - par exemple, développement des entreprises et capacité de gestion de la politique - qui compense ce qui est souvent perçu comme le côté "négatif", par exemple l'élimination des restrictions quantitatives, la réduction des droits de douane, etc.

70. Une demande d'aide de la part du gouvernement ougandais a amené la Banque à mettre au point un processus opérationnel pour élaborer des programmes pluriannuels par pays. Les programmes d'investissements sectoriels de la Banque ont servi de modèle. Ces programmes permettent de faire participer les donateurs à une procédure moins structurée que les réunions des groupes consultatifs. L'équipe en place en Ouganda a collaboré avec le Ministère du commerce et de l'industrie pour mener les activités suivantes:

- a) L'évaluation des besoins ainsi que la réponse intégrée ont été présentées aux donateurs à la réunion tenue avec eux le 14 avril 1998 à Kampala.

- b) À cette occasion, il a été demandé aux donateurs bilatéraux et multilatéraux de participer à un petit groupe de travail sous la conduite du Ministère du commerce. Ce groupe de travail a examiné l'évaluation des besoins et la réponse intégrée, en vue de leur présentation aux donateurs dont on escomptait le soutien.
- c) Toujours sous la direction du Ministère, l'évaluation des besoins a été élaguée pour tenir compte du soutien probable des donateurs.
- d) Un programme pluriannuel pour le pays a été élaboré pour être présenté aux donateurs à la prochaine réunion du groupe consultatif en décembre.

D'autres organisations participantes ont apporté une contribution parfaitement complémentaire à l'arrangement conçu par le gouvernement avec l'aide de l'équipe de la Banque en Ouganda. Le processus en cours d'élaboration pour l'Ouganda est repris pour d'autres pays.

71. En Éthiopie, en Guinée, à Haïti, au Mali et au Mozambique, la Banque mondiale aide également les autorités du pays à préparer des consultations avec les donateurs et des programmes pluriannuels dans le domaine du commerce. À Haïti, le représentant de la Banque coopère avec la SFI pour faire participer le secteur privé au processus du Cadre intégré.

72. Je reviens d'Éthiopie où j'ai participé à des réunions avec l'administration et les donateurs pour préparer des consultations avec ces derniers, consultations qui auront lieu en décembre. J'ai trouvé au Ministère du commerce une très bonne équipe qui actualise l'évaluation des besoins et établit, pour l'assistance liée au commerce, un ordre de priorité en conformité avec les nécessités générales du pays en matière de développement. Après ces discussions, l'Éthiopie devrait pouvoir tirer profit des consultations de décembre. De nouvelles idées sur les formes d'aide aux pays les moins avancés se font jour à la suite des discussions sur le programme pluriannuel. Les programmes pluriannuels seront aussi une source d'idées et d'initiatives pour le Sous-Comité.

73. Aux réunions annuelles de la Banque et du Fonds, la Banque a organisé un séminaire pour présenter le Cadre intégré aux Gouverneurs des pays moins avancés d'Afrique et d'autres pays moins avancés. Cette présentation a surtout porté sur la place du Cadre intégré dans le travail quotidien de la Banque. Comme les gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale sont surtout des Ministres des finances, le séminaire a été l'occasion d'amener des ministères autres que ceux du commerce à examiner la politique commerciale. L'un des objectifs du Cadre intégré est d'améliorer cette coordination entre les ministères d'un même pays afin que la politique commerciale soit pleinement intégrée à la stratégie suivie par le pays pour favoriser le développement et éliminer la pauvreté, au lieu d'être un élément isolé d'une politique qui vise plus ou moins à suivre les réunions de Genève. En amenant les Ministres des finances à participer au dialogue sur le commerce, ce séminaire a contribué à la réalisation de ces objectifs.

74. La Banque soutient l'unité administrative qui gère la base de données sur le Cadre intégré. Le site Web du Programme intégré est désormais accessible avec l'Intranet de la Banque et fait partie des outils à la disposition du personnel de la Banque. Il complète le site Web conjoint de la Banque mondiale et de l'OMC.

75. Si les approches de l'OMC et de la Banque mondiale sont complémentaires, comme on l'a dit plus haut, le programme d'action de la Banque en matière de développement est à la fois plus large, car il porte sur des questions qui vont de l'éducation à l'infrastructure matérielle, et plus ambitieux dans des domaines plus spécifiques que les obligations des pays en développement au sein de l'OMC. Dans les pays les moins avancés, notamment, la Banque mondiale peut agir dans tous les domaines qui sont essentiels pour l'utilisation du commerce comme instrument de développement et d'élimination de la pauvreté. Le Cadre intégré correspond tout à fait à la façon dont la Banque

formule des politiques commerciales pour aider les pays clients dans leurs stratégies de développement.
